



Extrait du UNSA Fonction publique

<http://www.unsa-fp.org/?Suite-du-15-mai-la-ministre>

Suite du 15 mai : la ministre annonce une prochaine réunion sur le pouvoir d'achat.

- Carrière -



Date de mise en ligne : lundi 19 mai 2014

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

A l'occasion de la réunion convoquée par la ministre pour l'ouverture de la négociation sur les Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR), les sept organisations ayant appelé à l'action le 15 mai (UNSA-SOLIDAIRES-FSU-CGT-CFDT-FAFP-CFTC) ont réitéré en propos liminaire, l'exigence d'un rendez-salarial pour prendre en compte la mobilisation des personnels le 15 mai.

La Ministre n'a pas pris d'engagement sur le point d'indice. Cependant le gouvernement n'était pas insensible à cette mobilisation, et elle a annoncé une prochaine réunion sur la question du pouvoir d'achat. Une enveloppe pourrait être dégagée pour discuter avec les syndicats.

Les Sept OS ont acté cette première réponse et dans l'attente d'éléments plus concrets, ont demandé à la ministre de lever la séance, ce qui a été fait.

Communiqué de presse

Réunion du 19 mai avec la ministre Marilyse Lebranchu

Les sept organisations syndicales de la Fonction publique, CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires, CFTC et FAFPT, réunies en présence de la ministre Marylise Lebranchu ce lundi 19 mai après-midi, ont fait la déclaration suivante :

« Les agents des trois versants de la Fonction publique fortement mobilisés lors de la journée du jeudi 15 mai, ont confirmé à la fois leur grand mécontentement et leurs exigences en matière de salaire et d'emploi public.

Sur la question de l'emploi, il faut sans attendre arrêter les suppressions qui aggravent les conditions de travail des agents et altèrent la qualité du service public rendu et, au-delà des secteurs déclarés prioritaires, créer les emplois nécessaires aux missions du service public.

En outre, un renforcement des mesures visant à réduire la précarité doit être mis en oeuvre.

Sur la question du pouvoir d'achat, il y a nécessité à sortir de la situation intolérable du gel du point d'indice et urgence à augmenter la valeur de ce point. Ce sont ces exigences que nos organisations syndicales dans le prolongement de leur action unitaire du jeudi 15 mai veulent vous rappeler.

Elles attendent des engagements sur ces revendications et tout particulièrement une réponse claire sur l'inscription immédiate à l'agenda social d'un rendez-vous salarial ayant pour objet principal la revalorisation du point d'indice.

Votre réponse, Madame la Ministre, pèsera, vous le comprendrez, sur notre implication dans toute négociation à venir sur les rémunérations et les carrières. »

Si la ministre n'a pris aucun engagement sur la valeur du point d'indice, elle a confirmé que le Gouvernement n'est pas insensible aux revendications exprimées par les sept organisations syndicales de la Fonction publique.

Elle s'en est tenue à la perspective d'une discussion autour des salaires dans la Fonction publique qui pourrait intervenir d'ici la mi-juin.

Dans l'attente d'éléments concrets susceptibles d'alimenter cette discussion, les sept organisations ont levé la séance.

Paris, le 19 mai 2014